

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Conseil national syrien et 14-Mars libanais : même cause, même combat

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | 31 JANVIER 2012

ENGLISH



La tendance générale

Conseil national syrien et 14-Mars libanais : même cause, même combat

Ceux qui avaient encore des doutes sont maintenant bien servis : le Conseil national syrien (CNS), formé à l'initiative des services de renseignements français, des analystes du Quai d'Orsay (notamment Nibras el-Fadel et Basma Kodmani) et de la Turquie, ainsi que le 14-Mars libanais, soutenu politiquement, financièrement et médiatiquement par les États-Unis et leurs alliés arabo-européens, font partie d'une même alliance et ont des objectifs similaires. Il est désormais clair que leur action s'inscrit dans le cadre d'une seule et unique stratégie décidée dans les chancelleries occidentales. On découvrira vraisemblablement dans la période à venir une étroite relation structurelle et

organisationnelle entre les deux entités qui ont en fait un seul mentor, ou chef d'orchestre.

Le CNS a en effet publié un document politique adressé au « peuple libanais » dans lequel il reprend à son compte les principaux éléments du discours politique développé par le 14-Mars depuis six ans. Le texte, officialisé la semaine dernière (Voir ce-dissous), propose « la révision des accords conclus entre le Liban et la Syrie pour parvenir à de nouveaux accords qui préserveraient les intérêts de chacun des deux pays, d'une part, et leurs intérêts communs, de l'autre ; l'abolition du Conseil supérieur libano-syrien ; le tracé des frontières entre les deux pays, notamment dans la région des fermes de Chebaa ; le contrôle des frontières entre les deux pays ; la création d'une commission d'enquête syro-libanaise commune pour régler la question des détenus et des disparus dans les prisons du régime syrien... » Pas un mot sur le danger que représente Israël pour les deux pays, la coordination à tous les niveaux pour récupérer les terres encore occupées par l'Etat hébreu au Liban et en Syrie ainsi que toutes les autres questions d'intérêt commun.

Les ténors du 14-Mars, qui auraient pu tout aussi bien être les auteurs de ce texte tant il est calqué sur leur terminologie, ont applaudi à l'unisson. Fouad Siniora, Marwan Hamadé, Samir Geagea... tous ont rendu un vibrant hommage au CNS.

La boucle est maintenant bouclée. Il ne s'agit ni de démocratie, ni de réforme, mais d'un vaste projet de domination néo-coloniale appuyée, comme toujours, par des élites locales et des puissances régionales alliés objectif d'Israël depuis sa création. Il s'agit bien entendu des pétromonarchies du Golfe, où la liberté d'expression, les libertés individuelles et, surtout, les droits de la femme, ne sont que des notions inconnues.

Mais en Occident on n'a d'yeux, pour l'instant, que pour la Syrie. A Bahreïn, en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, silence on tue, on déporte et on emprisonne.

A cause de l'irresponsabilité du 14-Mars, qui veut à tout prix impliquer le Liban dans la crise syrienne, le pays du cèdre se dirige lentement mais sûrement vers la catastrophe. Jour après jour, les ingrédients de la crise profonde se mettent en place et pourraient bien devenir, sans prévenir, une menace pour la stabilité interne.

Pendant ce temps, la Syrie résiste

Dans ce paysage politique explosif, la Syrie est un État qui résiste aux États-Unis et Israël d'une part, et aux takfiristes-salafistes de l'autre. L'opposition « pacifique » a, depuis longtemps, été balayée par la violence. L'armée nationale se bat contre des pseudo-déserteurs et des bandes armées créées, couvées, allaitées et financées par l'axe Washington-Istanbul-Golfe. La Ligue arabe, manipulée par les pétromonarchies, a annoncé d'une manière inattendue le retrait de ses observateurs de Syrie, afin de donner plus d'arguments aux tentatives de transposer le dossier au Conseil de sécurité en cours actuellement à New York. Mais la position de la Russie reste fondamentalement inchangée. Et sur le terrain, les violences des groupes armés ont atteint des niveaux inégalés avec des tirs d'obus contre un couvent dans la région de Saydnaya et le meurtre d'un prêtre à Hama.

L'Occident est à l'affût d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient car telle est l'essence de la campagne contre la Syrie. L'Iran reçoit des provocations tous les jours : assassinat d'une scientifique nucléaire, sanctions, embargo contre le pétrole etc... même les puissances en déclin peuvent avoir une capacité de nuisance, mais certainement pas les moyens nécessaires pour concrétiser leurs rêves de domination impossible.

Déclarations et prises de positions

► Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères

« Toute nouvelle initiative de l'Onu ne pourrait justifier l'usage de la force. Nous ne pouvons pas soutenir une proposition qui aboutirait à ce que des sanctions introduites de manière unilatérale, sans aucune consultation avec la Russie, la Chine et d'autres pays des BRICS deviennent rétroactivement une décision du Conseil de sécurité. C'est tout simplement une approche malhonnête et contre-productive. »

► béchara Rai, patriarche des maronites

« Le dialogue engagé avec le Hezbollah s'articule sur 3 principes : le Liban comme entité, le pacte national et la neutralité du Liban, ainsi que le message du Liban qui est un besoin pour le monde arabe. Nous aspirons au concept de l'État fort et nous devons affronter les entraves qui empêchent l'établissement de cet État. Nous avons des craintes sur l'avenir des musulmans aussi bien que des chrétiens de l'Orient tout entier, puisque l'émigration touche toutes les religions à pied d'égalité. »

► **Najib Mikati**, Premier ministre du Liban

« La survie du gouvernement n'est pas tributaire du sort du régime syrien. Cette survie dépend plutôt de la priorité que s'est fixée le Cabinet, à savoir la préservation de la stabilité. Lorsqu'il sera incapable de remplir cette mission, on verra bien. Nous avons réussi jusqu'à présent à tenir le Liban à l'écart des événements en Syrie. Nous voulons préserver le Liban des retombées de ces événements et le monde a compris notre position. L'objectif de mes deux rencontres avec le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah était d'agir dans l'intérêt du pays, et nombreux ont été les points de convergence. Le financement du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) est du passé. J'émets l'espoir que la question du protocole entre le Liban et le TSL soit traitée dans le calme. Mes décisions étaient dictées par ma conscience et par l'intérêt supérieur du pays. »

► **Marwan Hamadé**, député libanais pro-occidental

« Un an après l'échec des médiations syro-saoudiennes, nous assistons non seulement à la chute du gouvernement syrien au Liban, mais aussi à celle du régime syrien. Les événements dans les villes syriennes ne sont pas sans rappeler ceux provoqués par les Syriens dans les villes libanaises, avant et après l'invasion israélienne. Les Libanais réalisent l'ampleur du complot ourdi contre leur pays pendant des décennies. Tout le peuple défendra le pays contre les agressions de la Syrie et des ses alliés au Liban. »

Revue de presse

► *As Safir* (Quotidien libanais proche de la majorité – 27 janvier 2012)

Nabil Haitham

Le procureur du TSL Daniel Bellemare a quitté le Liban et quitte ses fonctions sans accusations supplémentaires. Un chantier juridique, politique et gouvernemental loin des feux de la rampe, portant sur le protocole du TSL qui arrive à échéance à la fin du mois prochain, a par ailleurs été lancé. Pendant ses entretiens d'adieux avec les responsables libanais, Bellemare a présenté un exposé des étapes qu'il a parcourues depuis qu'il présidait la commission d'enquête internationale. Selon des sources ministérielles, le procureur général du TSL était très réservé en ce qui concerne les questions fondamentales, préférant plutôt rentrer dans les détails libanais. Il n'a pas non plus laissé entendre qu'il serait sur le point de faire paraître de nouveaux actes d'accusation avant de quitter son poste au début du mois prochain. Dans le même temps, il a évité de révéler l'identité, ou la nationalité, de son successeur, expliquant le mécanisme qui sera suivi aux Nations unies pour la nomination d'un nouveau procureur général : des épreuves directes auront lieu après la présentation des demandes de candidature à l'Onu, la décision finale appartenant au secrétaire général de l'organisation internationale.

As Safir (26 janvier 2012)

Imad Marmal

Des sources politiques pro-syriennes estiment que les adversaires du président syrien Bachar al-Assad ne devraient pas trop se réjouir car les élections françaises et américaines approchent et rien ne garantit que les présidents Nicolas Sarkozy ou Barack Obama seront réélus. Ils risquent donc de quitter le pouvoir avant le chef de l'Etat syrien.

Ces mêmes sources minimisent l'impact du blocus économique imposé à la Syrie, car les frontières avec le Liban et l'Irak restent ouvertes et parce que la Syrie, comme l'Iran, jouit d'un grand degré d'autosuffisance. Les sources signalent en outre que la campagne turque contre la Syrie commence à s'essouffler. Deux facteurs sont susceptibles d'affaiblir la position turque : les alaouites de Turquie,

qui n'accepteront pas facilement la perte d'un régime alaouite voisin, et les Kurdes de Syrie et d'Irak, qui constituent en quelque sorte des bombes à retardement.

As Safir (25 janvier 2012)

Ghassan Rifi

Une rencontre a eu lieu il y a une semaine à Tripoli entre une délégation du Hezbollah et des cheikhs salafistes proches de ce qu'on appelle le « salafisme scientifique ». L'objectif de cette réunion était de rétablir le contact et envisager une réanimation du document d'entente conclu il y a près de 3 ans. Les 2 parties souhaitent éviter à la scène islamique des secousses intérieures ou des discordes importées sur fond de crise en Syrie. Il s'agit également d'étouffer dans l'œuf tout projet de discorde entre les sunnites et les chiites. D'autres rencontres sont prévues prochainement.

As Safir (24 janvier 2012)

Daoud Rammal

Les conclusions d'un rapport diplomatique parvenu à Beyrouth soulignent l'unité et la discipline de l'armée syrienne ont stupéfait les Américains et les ont obligés à modifier la stratégie adoptée vis-à-vis de la situation en Syrie. Le rapport ajoute que la situation dans la région ne pourra évoluer qu'après les élections américaines en novembre 2012. Après ces élections, Washington jouera la carte confessionnelle pour rendre embarrasser et affaiblir le régime syrien et intensifier l'afflux d'armes aux groupes armés à travers la Turquie, l'Irak, le Liban et la Jordanie. Les Américains cherchent à promouvoir le modèle yéménite en Syrie sous forme d'une initiative par laquelle le chef de l'État syrien renoncera à ses prérogatives au profit du vice-président Farouk Chareh. Ce qui fait craindre une éventuelle tentative d'assassiner le président Bachar al-Assad.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars - 25 janvier 2012)

Samir Mansour

Après la désignation du président Najib Mikati, il y a un an jour pour jour, pour former le nouveau gouvernement, et les longues

concertations qui ont suivi, le Cabinet a été immédiatement qualifié de gouvernement du Hezbollah, de la Syrie et de l'Iran. Le président Mikati a tout mis en œuvre pour réfuter ces accusations, à travers sa politique centriste et équilibrée. Des sources proches du chef du gouvernement mettent l'accent sur le long chemin parcouru cette année et soulignent le changement dans la position de la communauté internationale vis-à-vis du gouvernement Mikati, qui représente désormais une garantie nationale.

An Nahar (24 janvier 2012)

Une source diplomatique qualifie la visite du chef du gouvernement libanais à Paris, le 10 février prochain, de visite politique. La crise syrienne et les relations bilatérales seront à l'ordre du jour. Il sera également question d'une intensification du soutien français au Liban dans plusieurs domaines –un soutien qui ne se limite pas à la participation à la Finul, en dépit de la décision de réduire les effectifs des troupes après les attentats contre la force internationale. Paris espère que Mikati sera en mesure de lui remettre des informations au sujet des auteurs de ces attentats. La crise syrienne sera aussi largement évoquée : les responsables français comprennent bien la position officielle du Liban qui se dissocie de cette crise, mais ils ne cacheront pas leurs craintes au sujet d'éventuelles retombées négatives sur la scène intérieure libanaise.

Autres sujets à l'ordre du jour : la prolongation du protocole du TSL qui arrive à échéance au mois de mars prochain, le dossier iranien, et la nécessité pour le Liban de faire preuve de retenue pour ne pas donner de prétexte à une nouvelle agression israélienne. La relance des accords bilatéraux sera elle aussi au menu des discussions, tout comme le respect par le Liban des sanctions imposées contre la Syrie.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité–26 janvier 2012)

Nicolas Nassif

La réaction syrienne négative à l'initiative de la Ligue arabe stipulant que le président syrien délègue ses prérogatives au premier vice-président Farouk Chareh, lequel représenterait le

régime dans un dialogue national, montre que le régime syrien refuse tout règlement qui écarterait le président Bachar al-Assad ou le parti Baas du pouvoir.

Le président syrien ne reconnaît que l'opposition de l'intérieur. Il parle de « gouvernement élargi », mais pas de « gouvernement d'union nationale ». Le régime refuse concrètement tout changement dans le rapport des forces au pouvoir. L'opposition, pour sa part, refuse toute solution qui maintiendrait Bachar al-Assad au pouvoir.

Al Akhbar (25 janvier 2012)

Les appels de Walid Joumblatt aux druzes de Syrie, les invitant à rejeter les ordres militaires sont hors contexte. Joumblatt a appelé les jeunes druzes au sein de l'armée syrienne à rejeter les ordres militaires leur enjoignant de tuer leurs frères. On ne peut pas préjuger de la réaction des druzes à cet appel. Jusqu'à présent, il n'y a pas assez d'informations sur le fait de savoir si Joumblatt compte traduire cet appel par des démarches concrètes, en dépêchant par exemple des cheikhs proches de lui en Syrie. Une personnalité druze syrienne proche du président Nicolas Sarkozy, installée à Paris et qui soutient financièrement l'Armée syrienne libre affirme que « les appels de Joumblatt aux soldats druzes sont ridicules. » Pas une semaine ne passe sans que des rassemblements de soutien au président Bachar al-Assad ne soient organisés dans les localités druzes

Al Akhbar (22 janvier 2012)

Jean Aziz

Des milieux français qui connaissent les secrets des coulisses remontent à l'élection du président Nicolas Sarkozy et au rapprochement avec Damas. Elles évoquent la visite d'une délégation française à Damas au début de l'été 2007.

Le rapport de cette délégation expliquait les attentes des deux parties : Les attentes syriennes d'abord, qui sont au nombre de trois : les Syriens s'attendent à ce que les Français s'opposent à la politisation du TSL et à son instrumentalisation contre Damas ; ils s'attendent à ce que Paris s'active dans le dossier de la présidentielle libanaise pour le mener à bon port. Les Français ont

compris que les Syriens ne comptaient pas leur dire quel président ils préféreraient pour le Liban, et se contentaient de donner la liste –relativement longue– des présidentiables qu'ils n'approuvaient pas, et parmi lesquels figuraient –surprise pour la France– des alliés de la Syrie ; la Syrie a d'autres attentes sur le plan des relations entre Damas et Paris (et, partant, en ce qui concerne les relations avec l'UE) : les investissements, les sanctions, l'aviation, le pétrole, etc.

Le Palais de l'Élysée s'est vite décidé : il a accepté les préalables syriens et a défini à son tour ses attentes dans deux domaines : la France s'attend à un accord sur la préservation de la stabilité libanaise, ainsi que sur la cohabitation entre le futur président de la République et Saad Hariri ; elle s'attend de la part de Damas à de légères mesures syriennes sur le plan intérieur : la remise en liberté d'une liste de détenus politiques, et l'ouverture envers les frères musulmans. Suivit un retour de la délégation présidentielle française à Damas, où elle obtint l'aval des autorités syriennes concernées.

En décembre 2007, des membres de la même cellule française, en visite à Beyrouth, ont rencontré une personnalité proche du Hezbollah, avec laquelle ils ont évoqué la crise dans le dossier de la présidentielle. Le message qu'ils ont reçu est le suivant : Le Hezbollah ne gardera pas le silence. Il mettra la main sur Beyrouth en l'espace de quelques heures. Le scénario de l'occupation de Beyrouth a été par la suite bien mis en relief dans le rapport des responsables français.

Après la chute du camp de Nahr el-Bared, les Français relevèrent une offensive de l'Arabie saoudite et du camp Hariri pour porter Michel Sleiman à la présidence de la République. Même le Qatar l'a fait savoir à l'Élysée : le vide présidentiel au Liban était en passe de devenir inacceptable. Il fallait mettre fin à la crise politique.

Quelqu'un à Paris s'est donc rappelé le scénario de la bataille de Beyrouth, et une réflexion s'est engagée à ce propos : il faudra d'abord une équipe capable de provoquer une crise de grande ampleur dans la capitale. Le Qatar sera ensuite prêt à entrer en scène avec une initiative préparée d'avance. La solution interviendra à Doha, mais il faudra s'assurer du consentement de tous.

Un petit problème restait en suspens : le scénario de l'occupation de Beyrouth était axé autour d'une éventuelle décision du camp pro-Hariri de procéder à une élection présidentielle unilatérale. Il fallait donc un autre prétexte. C'est alors que l'une des personnalités présentes a pensé à la caméra de l'aéroport et en a parlé sur le ton de la plaisanterie : deux ministres libanais m'ont dit que nous étions surveillés à chaque fois que nous utilisions l'aéroport de Beyrouth. Le Hezbollah y a installé une caméra de surveillance pour garder un œil sur les pistes de décollage et d'atterrissage. Le prétexte était trouvé, le feuilleton pouvait débiter. L'ordre d'opérations a vite été établi : les deux bons ministres rapporteront l'information sur la caméra de surveillance à Walid Joumblatt. Les Français, en coordination avec les Américains, rassureront ce dernier quant à leur appui plein et entier. Ce fut le prélude à la fameuse séance du gouvernement le 5 mai : la décision prise à l'encontre du Hezbollah a jeté l'étincelle du scénario rangé dans un tiroir à l'Élysée depuis le mois de décembre 2007. Les événements du 7 mai ont eu lieu exactement selon le scénario préétabli.

Al Hayat (Quotidien saoudien – 22 janvier 2012)

Randa Takieddine

Selon une source française de haut niveau, les autorités françaises compétentes ont mis en garde les banques libanaises qui ont des branches en Syrie et des relations avec ce pays : « Lorsque sera établi le système de sanctions bancaires européennes contre la Syrie, ces sanctions toucheront les banques libanaises ». Cette mise en garde a été relayée par un responsable français de haut niveau au gouverneur de la Banque centrale libanaise Riad Salamé, qu'il a rencontré dernièrement, et Salamé lui a assuré que le secteur bancaire libanais a arrêté les activités de ses branches en Syrie.

Le responsable français a par ailleurs expliqué que les déclarations du président Sarkozy mettant en garde contre tout nouvel attentat contre les soldats français au Liban n'expriment pas une volonté de retrait de la Finul. La source a indiqué que la France n'est pas satisfaite de l'application de la résolution 1701 par la partie officielle libanaise, étant donné que l'Armée libanaise n'a déployé que 2000 à 3000 soldats au Liban-Sud alors que 12000 Casques

bleus se trouvent dans cette zone.

Le même responsable a estimé que la stratégie de la Syrie et de ses alliés au Liban, le Hezbollah en tête, consiste à préserver le gouvernement actuel au Liban : le Hezbollah voit ses parrains iranien et syrien dans une situation difficile aux plans économique et international, et il a tout intérêt à maintenir en place un gouvernement qu'il domine et à ne pas le déstabiliser. Ce responsable a en outre exclu que le Hezbollah ait en tête d'entraîner le Liban dans une guerre au profit d'autres parties en position de faiblesse.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars - 26 janvier 2012)

Un document ouvrant une réelle perspective d'avenir sur les relations libano-syriennes dans une éventuelle Syrie post-baassiste, le premier dans son genre, a été publié au nom du « bureau exécutif du Conseil national syrien », la principale instance représentant l'opposition syrienne au régime du président Bachar el-Assad.

Dans cette « Lettre ouverte au peuple libanais », le Conseil national syrien reconnaît entre autres formellement la souveraineté et l'indépendance du Liban, évoque la nécessité de relations équitables entre les deux États sur cette base et réclame notamment l'abolition du Conseil supérieur libano-syrien et la révision des traités bilatéraux iniques.

Le CNS estime qu'il existe une cause commune entre les peuples libanais et syrien : la démocratie en Syrie constitue un soutien fondamental à l'indépendance du Liban. Il s'agit là d'une occasion de tourner une page noire dans l'histoire des relations syro-libanaises.

Le document poursuit : « La Syrie aspire à œuvrer communément avec un Liban indépendant et démocratique pour régler immédiatement et directement les dossiers urgents suivants : (a) La révision des accords conclus entre les deux pays pour parvenir à de nouveaux accords qui préserveraient les intérêts de chacun des deux pays, d'une part, et leurs intérêts communs, de l'autre. (b) La concentration des relations entre les deux pays et les deux États au niveau de la représentation diplomatique saine au niveau de deux

ambassades. (c) L'abolition du Conseil supérieur libano-syrien. (d) Le tracé des frontières entre les deux pays, notamment dans la région des fermes de Chebaa. (e) Le contrôle des frontières entre les deux pays. (f) La fin du rôle sécuritaire, que ce soit au niveau des ingérences dans les affaires libanaises, ou du trafic d'armes qui vise à faire du Liban une arène en opposition avec les principes fondateurs de l'entité, de l'État et de la loi. (g) La création d'une commission d'enquête syro-libanaise commune pour régler la question des détenus et des disparus dans les prisons du régime (syrien). »

Dans une première réaction particulièrement favorable à ce texte, le secrétariat général des forces du 14-Mars a fait paraître le communiqué suivant : « Le secrétariat a reçu avec grande joie la lettre ouverte émanant du CNS adressée au peuple libanais, et considère que cette lettre constitue un signe d'espoir et une démarche courageuse en faveur de l'ouverture d'une nouvelle page dans les relations libano-syriennes, fondées sur la souveraineté et l'indépendance des deux pays. Le secrétariat général considère que ce message historique mérite une réponse par le biais d'une lettre ouverte qui traiterait dans les détails les points soulevés par le CNS, compte tenu de l'importance de l'événement, que ce soit du point de vue de son contenu ou de son timing. Le secrétariat aspire également à davantage de contact dans l'intérêt des deux peuples et des deux pays. »

L'Orient-Le Jour (25 janvier 2012)

Scarlett Haddad

En près de sept mois à la tête du gouvernement, Najib Mikati a montré qu'il pouvait résister aux pressions et aux tempêtes sans rien céder sur le fond et en donnant au « centrisme » un rôle concret dans la prise des décisions gouvernementales.

Selon ses proches, Mikati part du principe qu'il est indispensable à la majorité et que l'actuel gouvernement est une nécessité aussi bien pour le Liban que pour la région et même pour la communauté internationale dans une période aussi trouble et confuse pour l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient.

C'est ainsi que le Premier ministre a réussi à surmonter la crise qu'aurait pu constituer le financement du TSL, en trouvant une

formule (avec l'aide du président de la Chambre) qui a certes déplu au Hezbollah sans toutefois le pousser au désaveu et à faire chuter le gouvernement. Mikati avait bien compris qu'aux yeux de la communauté internationale, le financement du TSL était un test décisif, et finalement, il l'a passé avec succès, et en dépit du cafouillage du courant du 14-Mars qui a commencé par rejeter la formule trouvée, les États-Unis et la France ont mis à l'actif de Mikati la décision du financement. Selon les proches du Premier ministre, c'est avec le même savoir-faire qu'il fera passer le renouvellement du protocole du TSL, en misant sur le fait qu'avec les développements en Syrie et au Nord du Liban, le Hezbollah a désormais d'autres priorités que le TSL. Le secrétaire général des Nations unies a déjà pavé la voie au cours de sa visite à Beyrouth en annonçant presque incidemment que la décision du renouvellement relève de sa propre responsabilité et constitue une simple routine. De la sorte, Mikati aura acquis une grande crédibilité auprès de ses interlocuteurs internationaux en se présentant comme un homme qui tient ses engagements et qui peut imposer ses choix. De même, Mikati a réussi à préserver ce qu'il appelle « les droits de la communauté sunnite » en refusant de limoger certains responsables, comme le réclamait la majorité, et en ne donnant pas le feu vert à l'ouverture du dossier des faux témoins.

En somme, si le Premier ministre a réussi en un an à s'imposer sur la scène politique, et à déjouer tous les pronostics sur son départ rapide ou sa transformation en marionnette entre les mains du Hezbollah, il n'a toutefois pas réussi à diriger un gouvernement efficace, ni à montrer aux citoyens qu'il est en mesure de régler leurs problèmes. Tout comme il n'a pas réussi à convaincre ses partenaires qu'il n'est pas l'otage de son « sunnisme. »

Times Magazine (Hebdomadaire américain) (26janvier 2012)

Un haut commandant de la défense israélienne a affirmé qu'Israël est incapable d'attaquer le programme nucléaire iranien d'une manière significative. Ce responsable israélien de la défense indique qu'un officier supérieur israélien a présenté au cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu, l'automne dernier, un sombre état des lieux.

« J'ai informé le cabinet que nous n'avions pas la capacité de frapper le programme nucléaire iranien d'une manière significative », a affirmé l'officier de Tsahal, selon le responsable de la défense. « Si je reçois l'ordre, je le ferais, mais nous n'avons pas la capacité de frapper d'une manière significative. »

Le responsable en question a ajouté qu'une estimation de la Commission de l'Energie atomique assure qu'Israël ne sera en mesure de repousser le programme nucléaire iranien que de quelques mois ou un an, en prenant en compte la grande dispersion géographique des installations nucléaires iraniennes et les limites de la force aérienne d'Israël.

L'ancien chef d'état-major, Gabi Ashkenazi, a déclaré qu'Israël doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour agir sous le radar de l'Iran, mais il doit, dans le même temps, se préparer à une éventuelle frappe contre les installations nucléaires iraniennes. « Israël doit faire tout son possible pour agir sous le radar en parallèle avec des sanctions. En même temps, il doit garder une option militaire fiable sur la table avec la volonté de l'utiliser si nécessaire », a déclaré le général Ashkenazi. « Quand le moment viendra, je ne sais pas si nous ne serons pas seuls. Pour cette raison, Israël doit aussi compter sur lui-même », a-t-il dit.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « Conseil national syrien et 14-Mars libanais : même cause, même combat », par Luc Chevallier, *Réseau Voltaire*, 31 janvier 2012, www.voltairenet.org/a172583